

*République du Sénégal*

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

---

**PRIMATURE**

---

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA  
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

**AU TITRE DE LA GESTION 2009**

**(RAPPORT DE REVUE POUR L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT  
MUNICIPALE)**

**ADM**

**MARS 2011  
(Version Finale)**

**GLOBAL MANAGEMENT SERVICES**

**GMS Audit & Expertise**

*Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc*

*Imm Moustapha N°207, 2<sup>ème</sup> étage à gauche*

*Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02*

*Fax : 33 867 68 01*

*Mail : gmac@orange.sn*

---

## ***SOMMAIRE***

<b>1. NOTE DE SYNTHESE.....</b>	<b>5</b>
<b>1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>5</b>
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION .....	5
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	5
1.1.2.1. Audit passation des marchés .....	5
1.1.2.2. Support informatique.....	6
<b>1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>6</b>
<b>1.3. CONSTAT D'AUDIT .....</b>	<b>7</b>
1.3.1 ECHANTILLON .....	7
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES .....	7
1.3.3. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION FINANCIERE .....	8
1.3.4. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION PHYSIQUE .....	8
<b>1.4. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>8</b>
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	8
1.4.2. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES .....	8
<b>1.5. CONCLUSION.....</b>	<b>8</b>
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....</b>	<b>9</b>
<b>2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....</b>	<b>9</b>
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	9
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	10
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT .....	11
<b>2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE.....</b>	<b>13</b>
<b>2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT .....</b>	<b>14</b>
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	14
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES .....	15
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	15
<b>2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT .....</b>	<b>15</b>
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES .....	15
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial.....	17
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit .....	17
2.4.2. ECHANTILLON DE L'AUDIT PHYSIQUE .....	18
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES .....</b>	<b>19</b>
<b>3.1. RAPPEL.....</b>	<b>19</b>
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	19

3.1.2. PROCEDURES.....	21
<b>3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES .....</b>	<b>21</b>
3.2.1. PRESENTATION DE L'ADM.....	21
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DE L'ADM .....	22
<b><u>4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....</u></b>	<b><u>23</u></b>
<b>4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....</b>	<b>23</b>
4.1.1. DRP .....	23
4.1.2. ACQUISITIONS PAR COMMANDE DIRECTE EN VIOLATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 76 DU CMP .....	62
<b>4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....</b>	<b>64</b>
4.2.1. CONSTAT DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER .....	64
4.2.2. CONSTATS D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE .....	64
<b>4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....</b>	<b>64</b>
<b><u>5. RECOMMANDATIONS.....</u></b>	<b><u>67</u></b>
5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....	67
<b>5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES .....</b>	<b>67</b>
5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP .....	67
5.2. 2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS INTELLECTUELLES .....	67
<b><u>ANNEXE .....</u></b>	<b><u>68</u></b>
<b><u>ANNEXE 1 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM</u></b>	
<b><u>CONCERNANT LES PRESTATIONS INTELLECTUELLES .....</u></b>	<b><u>69</u></b>
<b><u>ANNEXE 2 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM</u></b>	
<b><u>CONCERNANT LES DRP .....</u></b>	<b><u>71</u></b>

**LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES**

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
ADM	Agence de Développement Municipal
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **1. NOTE DE SYNTHÈSE**

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour l'ADM les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées par l'auditeur à l'issue de ses travaux.

### **1.1. Déroulement de la mission**

#### **1.1.1. Cadre de l'intervention**

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit à posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

#### **1.1.2. Modalités d'intervention**

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit technique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon, mais l'organisation a été faite, d'une part de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

##### **1.1.2.1. Audit passation des marchés**

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés. Cette formation a été suivie par un séminaire sur

l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

#### 1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

### 1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

L'ADM a mis en place une Commission des marchés composée du Président, du Directeur Administratif et Financier, du Directeur de l'Appui institutionnel, du Directeur technique, d'un représentant Contrôle Financier et d'un représentant du Ministère de la décentralisation et des collectivités locales. Cette commission, conforme aux dispositions prévues par le CMP, conduit le processus de passation des marchés pour les Appels d'offres. En revanche, concernant les DRP, l'Agence dispose d'une commission interne en violation des dispositions pertinentes du CMP.

Nous présentons ci-après les non conformités que nous avons relevées sur le dispositif des marchés publics de l'Agence:

#### • Rapports périodiques

La Commission des Marchés de l'ADM n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le CMP, tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus transmis ses rapports trimestriels.

- **Composition de la Cellule de Passation des Marchés**

La Cellule de Passation des Marchés se résume en une seule personne, en l'occurrence le Spécialiste en Passation des Marchés. Cette situation n'est pas de nature à assurer une bonne prise en charge des tâches dévolues à la Cellule.

### **1.3. Constat d'audit**

#### **1.3.1 Echantillon**

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité et obtenu de l'ADM ses états financiers pour l'année 2009, la balance générale et le grand livre. Nos contrôles sur ces documents comptables nous ont permis de relever des dépenses effectuées d'un montant total de quatre millions quatre vingt sept mille six cent soixante dix neuf francs (**4 087 679 F CFA**) en violation des dispositions du CMP.

Sur la base de ces corrections, l'équipe a travaillé sur huit (08) prestations intellectuelles, vingt huit (28) DRP, une (01) entente directe et deux (02) conventions passées par l'ADM au titre de l'exercice 2009 pour un montant de neuf cent soixante millions cent soixante seize mille neuf cent cinquante cinq francs ( 960 176 955 )F CFA corrigées par les acquisitions du cabinet mentionnées ci-dessus. Par conséquent, notre taux de couverture est de **90%**.

#### **1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés**

Nous présentons ci-après les non conformités que nous avons relevées :

- **Non conformités relevées sur les prestations intellectuelles**

Les non conformités suivantes ont été relevées :

- Non transmission des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires,
- Non publication d'avis d'attribution définitive.

- **Non conformités relevées sur les DRP**

Les principales non-conformités relevées sont :

- Non inscription de certaines DRP dans le PPM transmis à la DCMP (Bonne pratique),
- Délais de livraison non spécifiés dans les contrats.

Nous présentons en annexe 1 les non-conformités relevées sur les différents types de procédures de passation utilisées par l'ADM.

### 1.3.3. Constat relatif à l'exécution financière

Nos travaux sur le volet de l'exécution financière ont permis de constater le paiement régulier des factures. Les pénalités de retard qui n'ont pas été prélevées (non prévue dans les contrats) sont essentiellement dues à la longueur du processus de validation et non à une défaillance des prestataires. La TVA a été régulièrement précomptée et reversée aux services fiscaux.

### 1.3.4. Constat relatif à l'exécution physique

Les travaux sur l'exécution physique des marchés n'ont pas révélé d'anomalies significatives.

## 1.4. Recommandations

A la suite de nos constats, nous formulons les recommandations suivantes :

### 1.4.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- l'élaboration des rapports sur la passation des marchés,
- la composition de la Cellule de passation des marchés,
- le processus de gestion des DRP,
- la mise en place d'un registre des marchés.

### 1.4.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Nos recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

- **Pour les prestations intellectuelles**
  - Appliquer rigoureusement les dispositions du CMP, notamment les articles 81 et 83, relatives à la publication d'avis d'attribution provisoire et définitive mais également à l'information des soumissionnaires non retenus,
  - Transmettre des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.
- **Pour les DRP :**
  - Inscription des projets au PPM ;
  - Préciser les délais de livraison dans les contrats ;
  - mettre en place une base de données régulièrement mise à jour pour les consultants individuels ;

## 1.5. Conclusion

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, l'Agence de Développement Municipal (ADM) s'est conformée de façon assez satisfaisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.



## 2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

### 2.1. Rappel des termes de référence

#### 2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle à priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.

Notre revue effectuée conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la

période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

#### 2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

#### 2.1.3. Tâches attendues du consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (**des ressources internes et ressources externes**) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
- l'attribution aux moins disants qualifiés,
- le non fractionnement de marchés,
- les conditions préalables de mise en concurrence,
- les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
- l'approbation des marchés par les autorités compétentes,

- les éléments constitutifs des cahiers des charges,
  - les seuils des avenants,
  - le respect des délais d'exécution,
  - les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des cellules et commissions des marchés ;
- f) faire des vérifications sur :
- L'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
  - La production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution ;
  - L'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
  - La réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
  - La mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et Agences ;
  - la tenue des registres de marchés cotés et paraphés, mis à jour ;
  - L'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions;

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

## **2.2. Méthodologie de mise en œuvre**

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires ;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs.

## **2.3. Description des travaux d'audit**

### **2.3.1. Audit de la passation des marchés**

- **Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 23 septembre 2010 à l'ADM pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. L'Agence a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, elle a mis à notre disposition les documents suivants :

- ☒ Liste des marchés pour 2009 ;
- ☒ Etats financiers de l'Agence, balance générale, grand livre et rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice 2009.

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau de l'ADM pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les états financiers (balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres, etc.).

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP (annexe 2 à 8 du DAO).

### 2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés de l'ADM visent à vérifier le respect des procédures relatives à d'une part l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

Nous avons donc recueilli directement auprès de l'ADM les dossiers de paiement instruits par le service comptable attaché à la structure.

### 2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

## 2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

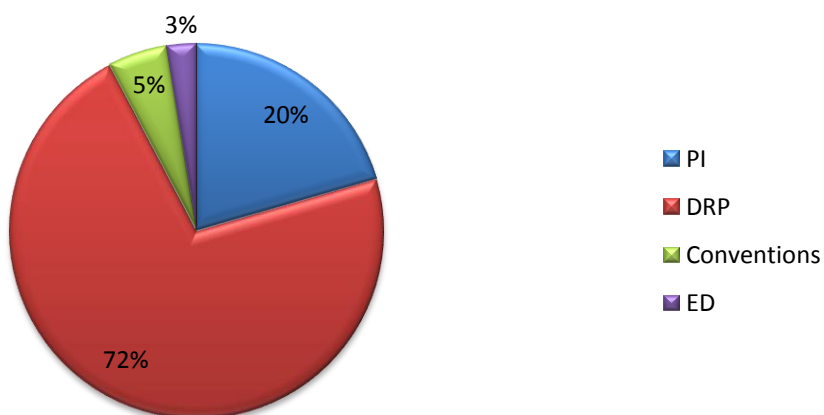
### 2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmis par l'ADM qui constitue l'échantillon d'audit initial :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	-	-
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	7	438 286 831
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	28	382 135 585
Entente Directe (ED)	1	2 832 000
Convention	2	114 174 499
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>960 176 954</b>

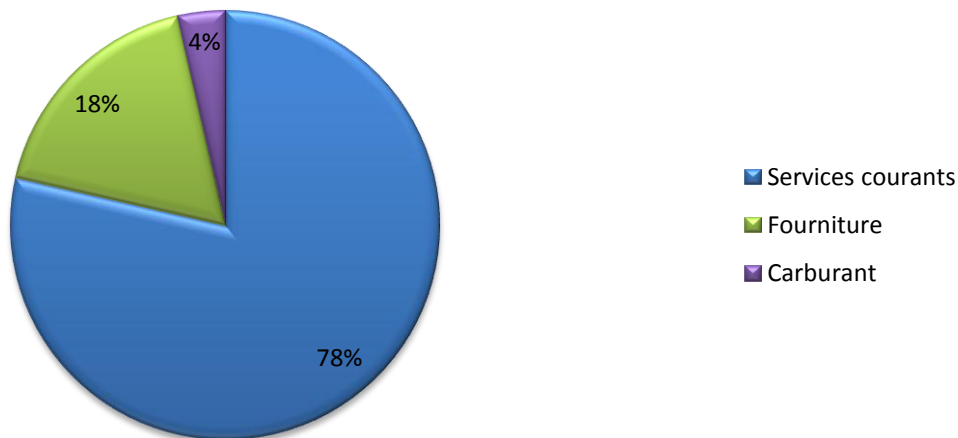
## COMPOSITION DE L'ECHANTILLON

### Titre du graphique





## DRP: Répartition de l'échantillon



### 2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial

Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur les états financiers de l'ADM concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles nous ont permis de relever des acquisitions qui n'ont pas été effectuées conformément aux dispositions du CMP pour un montant de Quatre Millions Quatre Vingt Sept Mille Six Cent Soixante Dix Neuf francs (**4 087 679 )F CFA**. Ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue de l'Agence.

### 2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Nos travaux ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour l'ADM, notre échantillon porte sur huit (8) prestations intellectuelles, vingt huit (28) DRP, une (01) entente directe, deux (02) conventions et les acquisitions corrigées de Quatre Millions Quatre Vingt Sept Mille Six Cent Soixante Dix Neuf francs **4 087 679 F CFA** non répertoriées sur la liste de l'Agence.

Le tableau ci-après présente notre échantillon et les taux de couverture :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)						
Appel d'offres restreint(AOR)						
Prestations intellectuelles (PI)	8	461 034 871	7	438 286 831	87,5%	95%
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	107	484 642 101	28	382 135 585	26,2%	78,8%
Entente directe (ED)	1	2 832 000	1	2 832 000	100%	100%
Convention	2	114 174 499	2	114 174 499	100%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>118</b>	<b>1 062 683 471</b>	<b>35</b>	<b>960 176 955</b>	<b>29,6%</b>	<b>90%</b>

#### 2.4.2. Echantillon de l'audit physique

L'échantillon retenu pour l'audit physique est présenté dans le tableau suivant :

Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)
Elaboration d'un cadre législatif et réglementaire relatif à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage public au Sénégal MOP	Jacques Marvillet	23 352 069
Elaboration d'un cadre législatif et réglementaire relatif à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage public au Sénégal MOP	Moustapha Ngaide	12 100 000
Atelier de formation sur la prévention des risques	Hôtel Ngor Diarama	12 968 520
Assemblée Générale des maires du Sénégal	Hôtel Ngor Diarama	5 416 680
Journée d'information des maires du	Hotel Ngor Diarama	8 101 880

Sénégal		
Audit technique des projets exécutés par l'AGET dans le cadre du PAC	Abdoulaye Sene	18 520 000
Réalisation et diffusion d'un film documentaire sur l'ADM de 52 minutes		8 500 000
Séminaire de formation en évaluation environnemental et sociale	Turcotte	16 687 546
Réalisation de trois bulletins d'information de huit pages		6 000 000
Animation de team building pour le personnel de l'ADM	Aristide Gounougbe	9 801 675
Etude fiscalité des produits financiers	Alboury NDAW	6 000 000
Acquisition de 4X4 WV station wagon	Espace auto	14 868 000
Etude évolution institutionnelle de l'ADM	NODALIS	55 572 677
Etude opération de reconversion Mbeubeus	SOGREAH	214 751 139
Recensement registre fiscaux	Cabinet Mamina CAMARA	46 960 460
Mise à jour adressage Saint Louis	SETIC Afrique	30 538 400
Mise à jour adressage Thiès	CITES Horizon 200	20 455 300
Mise à jour adressage Ziguinchor	SETIC AFRIQUE	38 149 400
Mise à jour adressage Kaolack	Mintech International	31 859 455
<b>TOTAL</b>		<b>557 917 796</b>
<b>Total des marchés examinés par la revue</b>		<b>960 176 955</b>
<b>Taux de couverture de l'audit physique</b>		<b>59%</b>

### 3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

#### 3.1. Rappel

##### 3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n° 4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n° 2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n° 2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n° 2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n° 2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n° 11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;
- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n° 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

### 3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

#### Rappel des seuils applicables à l'ADM en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	30 000 000	250 000 000	100 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	50 000 000	600 000 000	200 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	30 000 000	125 000 000	100 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	30 000 000	125 000 000	100 000 000	350 000 000

## 3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés

### 3.2.1. Présentation de l'ADM

L'Agence est régie par les lois et règlements en vigueur au Sénégal, notamment par la loi du 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal. L'ADM est mis en place par le Gouvernement du Sénégal pour accompagner la décentralisation.

Les organes de l'Agence sont :

- l'Assemblée Générale,
- la Présidence de l'Agence,
- le Comité Technique,
- la Direction Générale.

L'ADM est dirigée par le Directeur Général qui est chargé de l'exécution des programmes dont la mise en œuvre est confiée à l'Agence telle que définie dans ses statuts.

L'ADM a pour mission d'engager toute action susceptible d'assurer une meilleure prise en charge du développement municipal, à travers, notamment des contrats de ville.

A cet effet, l'Agence est chargée de :

- Favoriser le développement communal en appuyant les Communes, à assurer les missions essentielles de gestion urbaine ;
- Mener des interventions destinées à faciliter le redressement de la situation économique et financière des Communes ;
- Contribuer à la mobilisation des financements au bénéfice des Communes tant au plan national qu'au plan extérieur en vue de la mise en œuvre de programmes d'investissements prioritaires ;
- Favoriser le développement de la gestion déléguée des services urbains ;
- Assurer l'appui nécessaire aux administrations directement concernées afin qu'elles contribuent à l'effort de développement des Communes ;
- Exécuter tout programme qui lui est confié ;
- Mettre en œuvre une politique de communication destinée à favoriser la connaissance de l'action de l'Agence auprès des populations et des responsables communaux.

La mise en œuvre des actions de l'ADM a démarré par le Programme d'Appui aux Communes (PAC) qui est aujourd'hui remplacé par le Programme de Renforcement et d'Equipement des Collectivités Locales (PRECOL).

Les objectifs de développement du PRECOL sont :

- le renforcement des communes pour améliorer la mobilisation des ressources et la gestion municipale et urbaine ;
- l'accroissement de la fourniture d'infrastructures et de services urbains.

### 3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés de l'ADM

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics. Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa présentation conforme aux instructions de la DCMP en la matière; à l'examen, nous notons que le PPM initial et son additif qui nous ont été transmis retracent, pour l'essentiel, les acquisitions de l'exercice 2009. Le recoupement qui a été effectué entre l'état d'exécution du plan de passation des marchés qui nous a été présenté avec la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis de s'assurer que ledit état traduit de manière générale la réalité des acquisitions au titre de la gestion 2009.

Nous avons vérifié que l'ADM s'est conformée aux instructions du CMP en publiant un Avis Général de Passation des Marchés. Par ailleurs, pour se conformer aux dispositions de l'arrêté 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du NCMP, l'ADM a institué en son sein une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés. Il convient cependant de souligner qu'une commission interne a aussi été mise en place pour conduire

la passation des marchés concernant les DRP en violation des dispositions pertinentes du CMP.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés sont respectées mais doivent tout de même être améliorées.

Concernant le dispositif des marchés, l'auditeur souligne l'importance des deux constats généraux:

- ☐ La Commission des Marchés de l'ADM n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le CMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus transmis ses rapports trimestriels.
- ☐ La Cellule de Passation des Marchés se résume en une seule personne, en l'occurrence le Spécialiste en Passation des Marchés.

- Rapports périodiques

L'élaboration du rapport annuel par la Commission des Marchés est une exigence du CMP notamment en son article 141. L'ADM n'a pas élaboré un rapport annuel sur les marchés passés sur l'exercice 2009.

L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés et leur transmission à la Direction Centrale des Marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés publics est une exigence du CMP précisée dans l'arrêté n°11586 du 28/12/2007. L'ADM n'a pas élaboré ces rapports.

- Composition de la Cellule de passation des marchés

Le nombre et la composition du personnel des cellules de passation des marchés est fonction de la spécificité et de la charge de travail de chaque autorité contractante (arrêté n°11586 du 28/12/2007). Compte tenu du nombre élevé de marchés passés par l'ADM, la composition de la Cellule de Passation des Marchés devrait être renforcée.

## **4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

### **4.1. Audit de la passation des marchés**

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue.

#### **4.1.1. DRP**

##### **a) Non inscription des DRP dans le PPM transmis à la DCMP**

Certaines DRP sont inscrites dans le Plan de Passation des Marchés. Cependant, la plus grande partie des DRP ne figure pas dans le PPM ; bien que cette étape ne soit pas une obligation, elle constitue une bonne pratique.

### b) Délais de livraison

Les délais de livraison ne sont pas précisés surtout pour certaines DRP. La circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 préconise que les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des prestations soient raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée.

Les tableaux qui suivent présentent nos conclusions sur les différents marchés de l'échantillon :

Mise en place de procédures concernant la gestion environnementale et sociale	
Description	Marchés
Date d'invitation	19/11/2009
Date de dépôt des offres	Non indiquée
Attributaire	Paul André TURCOTTE
Date du bon de commande	Pas de bon de commande
Référence marché	Contrat N°C15-2009-ADM
Date du contrat	30/11/2009
Délai d'exécution	3 semaines
Montant du marché	<b>17.533.731 F CFA TTC</b>
Date de réception	
Trois candidats ont été consultés par application des procédures de la Banque mondiale et trois CV ont été reçus. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Paul André TURCOTTE, Note technique : 100 points, Offre financière : 26 730 Euros</li> <li>• Ibrahima SANOKHO, Note technique : 95 points</li> <li>• Djibril DOUCOURE, Note technique : 94 points</li> </ul> Le marché a été attribué au consultant ayant obtenu la note technique la plus élevée à la suite de l'évaluation des C.V.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le contrat ne prévoit pas de clause de pénalités de retard.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conformément aux dispositions de l'article 13 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant code des marchés publics les contrats doivent contenir les pénalités de retard, les intérêts moratoires et autres sanctions liées aux retards dans l'exécution du marché</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	Le modèle de contrat utilisé dans ce cas est le Contrat à rémunération forfaitaire Petits montants contenu dans la DP (version Banque mondiale ci-joint) pour les prestations intellectuelles. Le modèle ne comporte pas de clause de pénalités de retard. Nous convenons qu'il est possible et



	même souhaitable de rajouter cette clause dans les contrats à l'avenir.
<b>Appréciations du cabinet</b>	Le commentaire de l'AC relatif à la clause de pénalité de retards a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.

<b>ADM Elaboration d'un cadre législatif et réglementaire relatifs à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage publique au Sénégal</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	Non disponible
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	Moustapha NGAIDE
Date du bon de commande	Pas de bon de commande
Référence marché	N° C11-2009-ADM
Date du contrat	02/11/2009
Délai d'exécution	3 mois
Montant du marché	12.100.000 F CFA TTC
Date de réception	
<p>Parmi les candidats présélectionnés, 3 ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Babacar GUEYE, Note technique : 60 points, Offre financière : 12.100.000 F CFA</li> <li>• Abdoulaye DIEYE, Note technique : 80 points</li> <li>• Moustapha NGAIDE, Note technique : 90 points</li> </ul> <p>La DRP est une prestation intellectuelle et a été attribuée au consultant ayant obtenu la note technique la plus élevée à la suite de l'évaluation des C.V.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le contrat ne prévoit pas de clause de pénalités de retard.</li> <li>• Les lettres ou mails d'invitation ne sont pas joints au dossier</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• conformément aux dispositions de l'article 13 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant code des marchés publics les contrats doivent contenir les pénalités de retard, les intérêts moratoires et autres sanctions liées aux retards dans l'exécution du marché ;</li> <li>• L'ADM devrait veiller à l'archivage correct des dossiers de passation.</li> </ul>

<b>Commentaires de l'AC</b>	Le modèle de contrat utilisé dans ce cas est le Contrat à rémunération forfaitaire Petits montants contenu dans la DP (version Banque mondiale ci-joint) pour les prestations intellectuelles. Le modèle ne comporte pas de clause de pénalités de retard. Nous convenons qu'il est possible et même souhaitable de rajouter cette clause dans les contrats à l'avenir.
<b>Appréciations du cabinet</b>	Le commentaire de l'AC relatif à la clause de pénalité de retards a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.

<b>Elaboration d'un cadre législatif et réglementaire relatifs à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage publique au Sénégal</b>	
Date d'invitation	
Date de dépôt des offres	
Attributaire	Jacques MARVILLET
Date du contrat	02 novembre 2009
Référence marché	N°C-010-2009-ADM
Montant du marché	35.600 Euros
Délai d'exécution	Non indiquée
Date de réception	Non indiquée
<p>Consultation de(4) quatre candidats par application des procédures de la Banque mondiale. Quatre (4) offres ont été reçues et concernent les candidats suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Jean Pierre ALGAYRES, Note technique : 72,5 points,</li> <li>2. Jacques MARVILLET, Note technique : 97,5 points, Offre financière : 35 600 €</li> <li>3. Edith GINGRAS, Note technique : 67, 5 points</li> <li>4. Vincent ROTGE : 67, 5 points</li> </ol> <p>La DRP est une prestation intellectuelle et a été attribuée au consultant ayant obtenu la note technique la plus élevée à la suite de l'évaluation des C.V.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres ou mails d'invitation ne sont pas joints au dossier ;</li> <li>• Absence de clauses de pénalités de retard dans le contrat.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ADM doit veiller à l'archivage correct des dossiers de passation.</li> <li>• conformément aux dispositions de l'article 13 du décret 2007-</li> </ul>

	545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics, les contrats doivent contenir les pénalités de retard, les intérêts moratoires et autres sanctions liées aux retards dans l'exécution du marché.
<b>Commentaires de l'AC</b>	Le modèle de contrat utilisé dans ce cas est le Contrat à rémunération forfaitaire Petits montants contenu dans la DP (version Banque mondiale ci-joint) pour les prestations intellectuelles. Le modèle ne comporte pas de clause de pénalités de retard. Nous convenons qu'il est possible et même souhaitable de rajouter cette clause dans les contrats à l'avenir.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Le commentaire de l'AC relatif à la clause de pénalité de retards a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.

<b>B.C. N°112 : Confection agendas président et de poche</b>	
<b>Description</b>	Marchés
Date d'invitation	26/08/2009
Date de dépôt des offres	09/09/2009
Attributaire	HAMD
Date du bon de commande	12/11/2009
Date du contrat	NA
Montant du marché	14 632 000 FCFA TTC
Date de réception	04/02/2010
<p>La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi les 10 candidats présélectionnés, 6 ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promo Pub : 13 700 000 HT FCFA</li> <li>• Mosaïque : 15 000 000 HT FCFA</li> <li>• Signature : 11 075 000 HT FCFA</li> <li>• HAMD : 12 400 000 HT FCFA</li> <li>• SISA : 11 500 000 HT FCFA</li> <li>• Saphir com : 11 200 000 HT FCFA</li> </ul> <p>La proposition de Promotion publicitaire n'a pas été analysée du fait qu'elle était attributaire de ce type de marché en 2006 mais n'avait pas honoré ses engagements. Le marché avec cette entreprise avait été résilié.</p> <p>Le marché n'a pas été attribué à l'offre la moins disante.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• On note un retard dans la livraison des fournitures.</li> <li>• Le contrat ne prévoit pas de clause de pénalités de retard ; ce qui viole les dispositions de l'article 13 du décret 2007-545 du</li> </ul>

	25 avril 2007 portant Code des marchés publics qui stipule que les marchés définissent les engagements réciproques des parties contractantes et doivent contenir les pénalités de retard, les intérêts moratoires et autres sanctions liées aux retards dans l'exécution du marché.
<b>Recommandations</b>	Il faudrait prévoir les clauses de pénalités de retard dans les contrats et les appliquer le cas échéant.
<b>Commentaires de l'AC</b>	Le retard est du au fait que l'ADM n'avait délivré son bon à tirer que très tardivement, soit le 11 Décembre 2009 (voir copier mail joint en annexe). Les délais de réalisation commencent effectivement à courir à compter de cette date.
<b>Appréciations du cabinet</b>	Le commentaire de l'AC relatif à la clause de pénalité de retards a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.

<b>B.C. N°0000032 : Journée d'information de l'ADM</b>	
<b>Description</b>	Marchés
Date d'invitation	27/03/2010
Date de dépôt des offres	Non indiquée
Attributaire	<b>Malick DIAGNE</b>
Date du bon de commande	09/07/2009
Date du contrat	NA
Montant du marché	<b>7 285 000 FCFA</b>
Date de réception	
<p>La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi les 5 candidats présélectionnés, 4 ont déposé une offre Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Astou DIOP: 85 points</li> <li>• Abdoulaye THIAM: 30 points</li> <li>• Cheikh Tidiane BA: 30 points</li> <li>• Malick DIAGNE : 100 points</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au consultant qui a obtenu la plus grande note technique.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non indication sur la lettre d'invitation, de la date limite de dépôt des C.V. des candidats</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• veiller à une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> </ul>

<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	Compte tenu du fait qu'il s'agit uniquement d'une comparaison de CV sans offres financières, nous considérons que la date de dépôt n'est pas déterminante. Dans nos consultations ultérieures, nous tâcherons d'indiquer une date limite de dépôt.
<b>Appréciations du cabinet</b>	La recommandation reste valable.

<b>Bon de Commande n°118 : Assemblée générale des maires du Sénégal</b>	
<b>Description</b>	Marchés
Date d'invitation	17/11/2009
Date de dépôt des offres	20/11/2009
Attributaire	<b>HOTELS NGOR DIARAMA</b>
Date du bon de commande	24/11/2009
Date du contrat	NA
Montant du marché	<b>17 742 480 FCFA</b>
Date de réception	NA
<p>La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi les 5 candidats présélectionnés, 3 ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hôtel Ngor Diarama: 15 036 000 HT F CFA</li> <li>• Hôtel Savana: 8 476 790 HT F CFA</li> <li>• Hôtel Le Méridien Président : 21 712 000 HT FCFA</li> </ul> <p>Les offres de l'Hôtel Savana et l'Hôtel le méridien sont déclarées non conformes pour cause de non disponibilité du nombre de chambres single demandé. Ainsi, le marché a été attribué à l'hôtel ngor diarama.</p>	
<b>Non conformités</b>	Pas de non-conformité relevée.

<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

<b>BC N°0000021 : Atelier de formation sur la prévention des risques</b>	
<b>Description</b>	
Date d'invitation	15/06/2009
Date de dépôt des offres	22/06/2009
Attributaire	<b>HOTELS NGOR DIARAMA</b>
Date du bon de commande	25 /06/2009
Date du contrat	NA
Montant du marché	<b>26.047.320 FCFA TTC</b>
Date de réception	
La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi les 5 candidats présélectionnés, seule une offre a été reçue. Il s'agit de celle de l'hôtel Ngor Diarama.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La DRP révèle des pratiques de fractionnement</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'ADM devrait veiller à éviter les pratiques de fractionnement et recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	Il s'agit de quatre consultations relatives à l'hébergement des Maires à l'occasion de quatre manifestations différentes dont le financement des trois était assuré par la Banque mondiale qui avait délivré pour chacune un avis de non objection. Il n'y

	a pas eu de violation des procédures de cette dernière. La quatrième (atelier des journalistes) a été financée sur fonds propres de l'ADM et le montant du bon de commande (1.331.040 FCFA) est inférieur au seuil de passation des marchés.
<b>Appréciations du cabinet</b>	Le commentaire de l'AC a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.

<b>BC N°0000018 : Atelier des journalistes</b>	
<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date d'invitation	15/06/2009
Date de dépôt des offres	22/06/2009
Attributaire	<b>HOTELS NGOR DIARAMA</b>
Date du bon de commande	25 /06/2009
Date du contrat	NA
Montant du marché	<b>1 331 040 FCFA TTC</b>
Date de réception	
La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi les 5 candidats présélectionnés, seule une offre a été reçue. Il s'agit de celle de l'hôtel ngor diarama.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La DRP révèle des pratiques de fractionnement.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il faudrait veiller à éviter les pratiques de fractionnement et recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	Il s'agit de quatre consultations relatives à l'hébergement des Maires à l'occasion de quatre manifestations différentes dont le financement des trois était assuré par la Banque mondiale qui avait délivré pour chacune un avis de non objection. Il n'y a pas eu de violation des procédures de cette dernière. La

	quatrième (atelier des journalistes) a été financée sur fonds propres de l'ADM et le montant du bon de commande (1.331.040 FCFA) est inférieur au seuil de passation des marchés.
<b>Appréciations du cabinet</b>	Le commentaire de l'AC a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.

<b>BC N°0000020: Journée d'information des maires du Sénégal</b>	
<b>Description</b>	
Date d'invitation	15/06/2009
Date de dépôt des offres	22/06/2009
Attributaire	<b>HOTELS NGOR DIARAMA</b>
Date du bon de commande	25 /06/2009
Date du contrat	N/A
Montant du marché	<b>18.249.880 FCFA</b>
Date de réception	N/A
La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi les 5 candidats présélectionnés, seule une offre a été reçue. Il s'agit de celle de l'hôtel ngor diarama.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La DRP révèle des pratiques de fractionnement.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il faudrait veiller à éviter les pratiques de fractionnement et recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	Il s'agit de quatre consultations relatives à l'hébergement des Maires à l'occasion de quatre manifestations différentes dont le financement des trois était assuré par la Banque mondiale qui avait délivré pour chacune un avis de non objection. Il n'y a pas eu de violation des procédures de cette dernière. La quatrième (atelier des journalistes) a été financée sur fonds



	propres de l'ADM et le montant du bon de commande (1.331.040 FCFA) est inférieur au seuil de passation des marchés.
<b>Appréciations du cabinet</b>	Le commentaire de l'AC a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.

<b>BC N°0000019 : Assemblée Générale des Maires du Sénégal</b>	
<b>Description</b>	
Date d'invitation	15/06/2009
Date de dépôt des offres	22/06/2009
Attributaire	<b>HOTELS NGOR DIARAMA</b>
Date du bon de commande	25 /06/2009
Date du contrat	NA
Montant du marché	<b>18.214.480 F CFA TTC</b>
Date de réception	NA
La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi les 5 candidats présélectionnés, seule une offre a été reçue. Il s'agit de celle de l'hôtel ngor diarama.	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La DRP révèle des pratiques de fractionnement.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il faudrait veiller à éviter les pratiques de fractionnement et recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	Il s'agit de quatre consultations relatives à l'hébergement des Maires à l'occasion de quatre manifestations différentes dont le financement des trois était assuré par la Banque mondiale qui avait délivré pour chacune un avis de non objection. Il n'y a pas eu de violation des procédures de cette dernière. La quatrième (atelier des journalistes) a été financée sur fonds propres de l'ADM et le montant du bon de commande

	(1.331.040 FCFA) est inférieur au seuil de passation des marchés.
<b>Appréciations du cabinet</b>	Le commentaire de l'AC a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.

<b>C-13/2009/ADM : Maîtrise d'œuvre Sociale des infrastructures dans les communes de Kaolack, Tambacounda et Bakel</b>	
<b>Description</b>	Marché
Date d'invitation	14/09/2009
Date de dépôt des offres	Non indiquée
Attributaire	<b>Tidiane SARR</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat	02 /12/2009
Montant du marché	25 000 000 FCFA TTC
Délai d'exécution	8 mois
Date de réception	Pas disponible
<p>La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi les 5 candidats présélectionnés, 3 ont déposé leur CV. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mamadou DIA: 74 points</li> <li>• Cheikh Tidiane SARR : 100 points</li> <li>• Moundiaïe CISSE : 80 points</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au candidat qui a obtenu la plus grande note technique.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Date limite de dépôt des offres non indiquée.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• veiller à une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> </ul>

<b>Commentaires de l'AC</b>	Compte tenu du fait qu'il s'agit uniquement d'une comparaison de CV sans offres financières, nous considérons que la date de dépôt n'est pas déterminante. Dans nos consultations ultérieures, nous tâcherons d'indiquer une date limite de dépôt.
<b>Appréciations du cabinet</b>	La recommandation reste valable

<b>C-14/2009/ADM : Audit technique des projets exécutés par l'AGETIP dans le cadre du PAC</b>	
<b>Description</b>	Marché
Date d'invitation	25/05/2009
Date de dépôt des offres	Non indiquée
Attributaire	Abdoulaye SENE
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	30/11/2009
Délai d'exécution	8 semaines
Montant du marché	18 520 000 FCFA
Date de réception	30 /07/2010
<p>La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Les (3) trois candidats ont été consultés par application des procédures de la Banque. Les trois CV reçus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sidy Mouhamed Lamine DIAGNE : note technique 57</li> <li>• Babaly DEME : note technique 85</li> <li>• Abdoulaye SENE : note technique 63</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au candidat Babaly DEME, qui a obtenu la plus grande note technique. Cependant, ce dernier a désisté pour des raisons entre autre liées au fait qu'il n'est pas habilité à mener les expertises techniques requises. Le consultant classé second Abdoulaye SENE a alors été retenu.</p>	

<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• On note un retard dans l'exécution des prestations ;</li><li>• La date limite de dépôt des offres n'a pas été indiquée dans les lettres d'invitation ;</li><li>• Le contrat ne prévoit pas de clause de pénalités de retard ; ce qui viole les dispositions de l'article 13 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics qui stipule que les marchés définissent les engagements réciproques des parties contractantes et doivent contenir les pénalités de retard, les intérêts moratoires et autres sanctions liées aux retards dans l'exécution du marché.</li></ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Se conformer aux dispositions de l'article 13 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics;</li><li>• veiller à une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li></ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>Le modèle de contrat utilisé dans ce cas est le Contrat à rémunération forfaitaire Petits montants contenu dans la DP (version Banque mondiale ci-joint) pour les prestations intellectuelles. Le modèle ne comporte pas de clause de pénalités de retard. Nous convenons qu'il est possible et même souhaitable de rajouter cette clause dans les contrats à l'avenir. Toutefois, pour les marchés de prestations intellectuelles, les retards ne sont pas forcément imputables au consultant. Les validations internes et même externes (validation par des comités techniques) des rapports peuvent être longues et relevées des impératifs de gestion l'autorité contractante. Cela a été le cas pour ce contrat.</p>
<b>Appréciations du cabinet</b>	<p>Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p>

F-02/2009/ADM: Impression du recueil des textes sur les collectivités locales sous forme de brochures collées	
<b>Description</b>	Marché
Date d'invitation	24/10/2008
Date de dépôt des offres	06/11/2008
Attributaire	<b>Imprimerie Occident Africain</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat	19 /01/2009
Montant du marché	<b>14 108 000 HT FCFA</b>
Date de réception	
<p>La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi les 5 candidats consultés, 3 ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Imprimerie du midi de l'occident : prix juri-classeur 10 273 000 HT ; prix brochure 14 108 000 HT FCFA</li> <li>• Polykrome : prix juri-classeur 9 000 000 HT ; prix brochure 17 500 000 FCFA</li> <li>• FCFA</li> <li>• La Rochette : prix juri-classeur 11 256 000 HT prix brochure 21 312 070 HT</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à l'offre la moins disante.</p>	
<b>Non conformités</b>	Pas de non-conformité relevée.
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

<b>BC N°0000046 : Réalisation et diffusion d'un film documentaire sur l'ADM de 52 minutes</b>	
<b>Description</b>	Marché
Date d'invitation	Non indiquée
Date de dépôt des offres	Non indiquée
Attributaire	<b>Abdourahmane FALL</b>
Date du bon de commande	22/07/2009
Date du contrat	NA
Montant du marché	<b>8 500 000 FCFA</b>
Date de réception	
<p>La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. 5 candidats consultés ont déposé une offre:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moussa Seydi : 94 points</li> <li>• Jean Diouf : 95 points</li> <li>• Thierno S DIOUF 35 points</li> <li>• Abdourahmane FALL 100 points</li> <li>• El haji Maguette THIAM 91 points</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au candidat qui a obtenu la plus grande note technique.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le délai d'exécution des prestations n'est pas précisé sur le B.C ;</li> <li>• Absence de lettres d'invitation dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller à l'archivage correct des dossiers de passation ;</li> <li>• Prévoir les délais d'exécution pour les Bons de commande.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	Nous prenons bonne note pour les deux points soulevés par l'auditeur.
<b>Appréciations du cabinet</b>	Les recommandations restent valables.

<b>C-09/2009/AD: audit technique des projets exécutés par l'AGETIP dans le cadre du PRECOL</b>	
<b>Description</b>	Marché
Date d'invitation	18/09/2009
Date de dépôt des offres	Non indiquée
Attributaire	El hadj Babaly DEME
Délai d'exécution	4 semaines
Date du contrat	12/10/2009
Montant du marché	7 500 000 FCFA
Date de réception	
<p>La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Les 3 candidats présélectionnés ont déposé leur CV. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Babaly DEME : 85points</li> <li>• Ousmane ISSABRE : 80 points</li> <li>• Alphonse SOH : 70 points</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au candidat qui a obtenu la plus grande note technique.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Retard dans l'exécution du contrat ;</li> <li>• Le contrat ne prévoit pas des clauses de pénalité.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se conformer aux dispositions de l'article 13 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics qui stipule que les marchés définissent les engagements réciproques des parties contractantes et doivent contenir les pénalités de retard, les intérêts moratoires et autres sanctions liées aux retards dans l'exécution du marché</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>Le modèle de contrat utilisé dans ce cas est le Contrat à rémunération forfaitaire Petits montants contenu dans la DP (version Banque mondiale ci-joint) pour les prestations intellectuelles. Le modèle ne comporte pas de clause de pénalités de retard. Nous convenons qu'il est possible et même souhaitable de rajouter cette clause dans les contrats à l'avenir. Toutefois, pour les marchés de prestations intellectuelles, les retards ne sont pas forcément imputables au consultant. Les validations internes et même externes (validation par des comités techniques) des rapports peuvent être longues et relevées des impératifs de gestion de l'autorité contractante. Cela a été le cas pour ce contrat.</p>
<b>Appréciations du cabinet</b>	<p>Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p>

<b>C-07 /2009/ADM : Etude système rémunération et évaluation agents ADM</b>	
<b>Description</b>	Marché
Date d'invitation	21/04/2009
Date de dépôt des offres	Non indiquée
Attributaire	<b>Mamadou Lamine SYLLA</b>
Date du bon de commande	
Date du contrat	Non disponible
Montant du marché	<b>12 000 000 F CFA</b>
Date de réception	
<p>La DRP n'est pas indiquée dans le PPM. Parmi 5 candidats consultés, 3 ont déposé leur CV. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mamadou Lamine SYLLA : 95 points</li> <li>• Badara SENE : 65 points</li> <li>• Real Romuald MBIDA : 50 points</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au candidat qui a obtenu la plus grande note technique.</p>	
<b>Non conformités</b>	Pas de non-conformité relevée.
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	



<b>DRP Contrat n° C-06/2009/ADM Animation d'un séminaire de formation aux études d'impacts environnementales et sociales (PGES) et d'un plan d'action de réinstallation de populations à l'intention des agents techniques de l'ADM, de l'AGETIP, de la CADAK et de la CAR</b>	
<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date d'invitation	12/06/09
Date de dépôt des offres	Pas disponible
Attributaire	Paul André TURCOTTE
Date du bon de commande	Pas de bon commande
Date du contrat	28/08/2009
Montant du marché	<b>16 687 546 F CFA</b>
Date de réception	Pas précisé
Parmi les candidats consultés, 5 ont déposé leur CV. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Laouli GARBA: 59 points</li> <li>• Hafid TABET: 75 points</li> <li>• Joël JOGUET: 85 points</li> <li>• Paul André TURCOTTE: 100 points</li> <li>• Moustapha BRAKEZ: 66 points</li> </ul> Le marché a été attribué au consultant qui a obtenu la plus grande note technique.	
<b>Non conformités</b>	Absence de clauses de pénalités de retard dans le contrat.
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se conformer aux dispositions de l'article 13 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics qui stipule que les marchés définissent les engagements réciproques des parties contractantes et doivent contenir les pénalités de retard, les intérêts moratoires et autres sanctions liées aux retards dans l'exécution du marché</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	Le modèle de contrat utilisé dans ce cas est le Contrat à rémunération forfaitaire Petits montants contenu dans la DP (version Banque mondiale ci-joint) pour les prestations intellectuelles. Le modèle ne comporte pas de clause de pénalités de retard. Nous convenons qu'il est possible et même souhaitable de rajouter cette clause dans les contrats à l'avenir.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Le commentaire de l'AC a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.

**DRP Contrat n° B.C. N°000489 du 30 juin 2009 Team building n°9**

<b>Description</b>		<b>Marché</b>
Date d'invitation		23/04/2009
Date de dépôt des offres		30/04/2009
Attributaire		<b>HOTEL NEPTUNE</b>
Date du bon de commande		30/06/2009
Date du contrat		Pas de contrat
Montant du marché		<b>4 956 000 F CFA</b>
Date de réception		Pas précisé
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif au Team building n°9. Parmi les hôtels consultés, 5 ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- LES AMARYLLIS : 5 716 882 FCFA H TVA</li> <li>- NEPTUNE : 4 200 000 FCFA</li> <li>- TERANGA : 4 436 400 FCFA</li> <li>- ESPADON : 6 872 400 FCFA</li> <li>- LAMANTIN BEACH : 8 400 000 FCFA</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au soumissionnaire qui a l'offre la moins- disante.</p>		
<b>Non conformités</b>		Pas de non-conformité relevée.
<b>Recommandations</b>		
<b>Commentaires de l'AC</b>		
<b>Appréciation du Cabinet</b>		

DRP Contrat n° BC n°0000045 du 22 juillet 2009 Réalisation de trois (3) bulletins d'information de huit (8) pages	
<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date d'invitation	Pas disponible
Date de dépôt des offres	Pas disponible
Attributaire	Moustapha Sarr DIAGNE
Date du bon de commande	22/07/2009
Date du contrat	Pas de contrat
Montant du marché	6.000.000 F CFA
Date de réception	Pas précisé
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la réalisation de trois (3) bulletins d'information de huit (8) pages. Parmi les candidats consultés, 5 ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ambroise MENDY : 64 points</li> <li>• Ibrahima DIAW : 74 points</li> <li>• Moustapha Sarr DIAGNE : 84 points</li> <li>• Abdoulaye THIAM : 60 points</li> <li>• Malick DIAGNE : 44 points</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au candidat qui a obtenu la plus grande note technique.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lettres d'invitation non jointes au dossier,</li> <li>• CV des consultants non joints au dossier,</li> <li>• Absence de délai d'exécution sur le B.C.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller à l'archivage correct des dossiers de passation et d'exécution ;</li> <li>• Prévoir les délais d'exécution sur les Bons de commande.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>Les CV ont été bien remis aux auditeurs. A toutes fins utiles, nous les reproduisons ci-joint.</p> <p>Pour l'absence de lettres d'invitation et de délai d'exécution sur le BC, nous prenons bonne note et en tiendrons compte lors de nos prochaines consultations.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le commentaire de l'AC relatif aux CV a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p> <p>Les autres recommandations restent valables.</p>

**DRP Contrat n° BC 000473 du 13 mars 2009 Carburant/fonctionnement**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		04/03/2009
Date de dépôt des offres		11/03/2009
Attributaire		<b>SHELL SENEGAL</b>
Date du bon de commande		13/03/2009
Date du contrat		Pas de contrat
Montant du marché		<b>19 688 997 FCFA</b>
Date de réception		BL du 17 mars 2009
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'achat de carburant. Parmi les entreprises consultées, 2 ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SHELL : 19 688 997 FCFA</li> <li>• TOTAL SENEGAL : 19 914 003 FCFA</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à SHELL qui est moins disant.</p>		
<b>Non conformités</b>	Pas de non-conformité relevée.	
<b>Recommandations</b>		
<b>Commentaires de l'AC</b>		
<b>Appréciation du Cabinet</b>		

**DRP Contrat n° B.C. N°0000121 du 13 novembre 2009 Acquisition mobilier  
de bureaux destinés aux Unités Locales d'Adressage**

<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	09/09/2009
Date de dépôt des offres	24/09/2009
Attributaire	<b>DAOUD BUREAUX</b>
Date du bon de commande	13/11/2009
Date du contrat	Pas de contrat
Montant du marché	<b>13 710 420 FCFA</b>
Date de réception	BL du 09/12/2009
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'acquisition de mobiliers de bureaux destinés aux Unités Locales d'Adressage. Parmi les entreprises consultées, 5 ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DAOUD BUREAUX: 11 619 000 FCFA</li> <li>• AGEDIS : 10 840 000 FCFA</li> <li>• SENEGAL EQUIP : 7 892 000 FCFA</li> <li>• OBBO : 17 781 450 FCFA</li> <li>• BURO PLUS : 14 180 000 FCFA</li> </ul> <p>Le marché n'a été attribué au soumissionnaire qui a l'offre la moins-distante.</p>	
<b>Non conformités</b>	Absence de précision sur les délais de livraison des fournitures.
<b>Recommandations</b>	Prévoir les délais d'exécution sur les Bons de commande.
<b>Commentaires de l'AC</b>	Nous prenons bonne note pour du point soulevé par l'auditeur.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	La recommandation reste valable.

**DRP Contrat n° BC N°0000044 du 16 juillet 2009 Atelier sur la sensibilisation aux études d'impact**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		08/07/2009
Date de dépôt des offres		10/07/2009
Attributaire		HOTEL SAVANA
Date du bon de commande		16/07/2009
Date du contrat		Pas de contrat
Montant du marché		<b>9 719 849 F CFA TTC</b>
Date de réception		Pas précisé
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'atelier sur la sensibilisation aux études d'impact. Parmi les hôtels consultés, 3 ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• HOTEL SAVANA 7 754 100 FCFA</li> <li>• HOTEL NGOR DIARAMA 9 360 000 FCFA</li> <li>• HOTEL LE NDIAMBOUR 10 560 000 FCFA</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au soumissionnaire qui a l'offre la moins-disante.</p>		
<b>Non conformités</b>	Pas de non-conformité relevée.	
<b>Recommandations</b>		
<b>Commentaires de l'AC</b>		
<b>Appréciation du Cabinet</b>		

**DRP Contrat n° BC 0000110 du 11 novembre 2009 Fourniture de mobilier de bureau pour les communes de GANDIAYE et PASSY**

<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	16/10/2009
Date de dépôt des offres	26/10/2009
Attributaire	BURO PLUS
Date du bon de commande	11/11/2009
Date du contrat	Pas de contrat
Montant du marché	8 183 400 FCFA
Date de réception	BL du 12/11/2009
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif aux fournitures de mobilier de bureau pour les communes de GANDIAYE ET PASSY. Parmi entreprises consultées, 6 ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• AGEDIS : 9 063 000 FCFA</li> <li>• Buro plus : 8 183 400 FCFA</li> <li>• DAOUD BUREAUX : 8 888 700 FCFA</li> <li>• DISTRIBUTION PLUS : 10 522 000 FCFA</li> <li>• OBBO : 9 331 805 FCFA</li> <li>• STA BURO : 9 800 000 FCFA</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au soumissionnaire qui a l'offre la moins-disante.</p>	
<b>Non conformités</b>	Pas de non-conformité relevée.

**DRP Contrat n° C-05/2009/ADM du 23 juin 2009 Système évaluation  
et suivi impact des infrastructures sur emploi des jeunes**

<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date d'invitation	Pas disponible
Date de dépôt des offres	Pas disponible
Attributaire	<b>LOUBOU AIDARA</b>
Date du bon de commande	Pas de bon commande
Date du contrat	23/06/2009
Montant du marché	<b>14 514 250 FCFA</b>
Date de réception	Pas précisé
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif au système évaluation et suivi impact des infrastructures sur l'emploi des jeunes. Parmi les candidats consultés, 5 ont déposé leur CV. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Abdou Aziz Kane SOUMARE note : 69,67</li> <li>• El Hadj Samba DIA note : 58</li> <li>• Lobou AIDARA note: 80,66</li> <li>• Ndeye Abibatou LO note: 76,67</li> <li>• Pape Sidy Tall note: 75</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au consultant qui a obtenu la plus grande note technique.</p>	
<b>Non conformités</b>	Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier.
<b>Recommandations</b>	Veiller à l'archivage correct des dossiers de passation et d'exécution.
<b>Commentaires de l'AC</b>	Compte tenu du fait qu'il s'agit uniquement d'une comparaison de CV sans offres financières, nous considérons que la date de dépôt n'est pas déterminante. Dans nos consultations ultérieures, nous tâcherons d'indiquer une date limite de dépôt.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	La recommandation reste valable.



<b>DRP Contrat n° C-02/2009/ADM du 30 avril 2009 L'animation d'une session de Team building pour le personnel de l'ADM</b>	
<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date d'invitation	Pas disponible
Date de dépôt des offres	Pas disponible
Attributaire	<b>ARISTIDE GOUNONGBE</b>
Date du bon de commande	Pas de Bon commande
Date du contrat	30/04/2009
Montant du marché	<b>9 801 675 FCFA</b>
Date de réception	Pas précisé
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'animation d'une session de Team building pour le personnel de l'ADM. Parmi les candidats consultés, 3 ont déposé leur CV. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Badara Sène, note : 65 points</li> <li>• Aristide GOUNONGBE note : 90 points</li> <li>• Aboubacar Gueye note : 80 points</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au consultant qui a obtenu la plus grande note technique.</p>	
<b>Non conformités</b>	les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier
<b>Recommandations</b>	veiller à l'archivage correct des dossiers de passation et d'exécution.
<b>Commentaires de l'AC</b>	Compte tenu du fait qu'il s'agit uniquement d'une comparaison de CV sans offres financières, nous considérons que la date de dépôt n'est pas déterminante. Dans nos consultations ultérieures, nous tâcherons d'indiquer une date limite de dépôt.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	La recommandation reste valable.

**DRP Contrat n° B.C. N°0000085 du 23 septembre 2009 Séminaire de formation PGES  
pour le personnel technique de la CADAK, la CAR, l'ADM et l'AGETIP**

<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date d'invitation	08/09/2009
Date de dépôt des offres	15/09/2009
Attributaire	<b>Hôtel TERANGA</b>
Date du bon de commande	Pas de Bon commande
Date du contrat	23/09/2009
Montant du marché	<b>15 618 008 FCFA</b>
Date de réception	Pas précisé
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif au séminaire de formation PGES pour le personnel technique de la CADAK, la CAR, l'ADM et l'AGETIP. Parmi les hôtels consultés, 4 ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LAMANTIN BEACH      9 582 650 F HT</li> <li>• NEPTUNE                6 965 000 F HT</li> <li>• LES AMARYLLIS        8 544 452 F HT</li> <li>• TERANGA                7 037 800 F HT</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à l'hôtel TERANGA qui présentait l'offre financière la moins-disante.</p>	
<b>Non conformités</b>	La DRP aurait dû prévoir une division des deux sessions en lots, ce qui permettrait d'avoir une combinaison plus économique du fait que l'offre de NEPTUNE qui n'était pas disponible pour la deuxième session est moins-disante pour la première session.
<b>Recommandations</b>	Veiller à la bonne préparation des dossiers d'appel à la concurrence.
<b>Commentaires de l'AC</b>	Nous prenons bonne note pour du point soulevé par l'auditeur.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	La recommandation reste valable.

DRP Contrat n° C-20/2009/ADM du 31 décembre 2009 Etude fiscalité des produits financiers- ADM	
Description	Marchés
Date d'invitation	Pas disponible
Date de dépôt des offres	Pas disponible
Attributaire	Alboury NDAW
Date du bon de commande	Pas de Bon commande
Date du contrat	Pas disponible
Montant du marché	6 000 000 FCFA
Date de réception	Pas précisé
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'étude sur la fiscalité des produits financiers- ADM. Parmi les candidats consultés, 5 ont déposé leur CV. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Abdoul Aziz PAYE, Consultant en droit et en fiscalité</li> <li>• Oumar DIOUF, Expert fiscal agréé</li> <li>• Biram Dior TOURE, Juriste fiscaliste</li> <li>• Awa Sall BA, Spécialiste en droit judiciaire</li> <li>• Papa Alboury NDAW, Expert-comptable</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au candidat qui a la plus grande note pour un montant de 6 000 000 FCFA.</p>	
Non conformités	Pas de non-conformité relevée.
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

<b>ENTENTE DIRECTE</b> <b>CONTRAT N° C-03/2009/ADM</b>	
Objet	<b>ABONNEMENT DE SERVICE PLUS TOMPRO / TOMPAIE / TOMMARCHÉ</b>
Attributaire	<b>Cabinet 2D Business Consulting</b>
Date du contrat	<b>18 mai 2009</b>
Montant du marché	<b>2 832 000 F CFA TTC</b>
<b>Observations</b>	L'ADM a passé un contrat par entente directe avec le cabinet 2DBC après avoir sollicité et obtenu de la Banque Mondiale, l'avis de non objection. A cet effet, à la date du 26 mars 2009. Les paiements sur ce contrat ont été effectués intégralement : factures n°20090503 et n°20090604 des 26/05/2009 et 29/06/09 d'un montant de 1 200 000 F CFA TTC chacune certifiées et payées.

<b>CONVENTION</b>	
Objet	<b>Travaux et opérations de libération des emprises des axes routiers 1, 2, 4 et 6 du PRECOL</b>
Attributaire	<b>LE GROUPE OPERATIONNEL DE LA GOUVERNANCE DE DAKAR</b>
Montant du marché	<b>41 989 500 F CFA TTC</b>
<b>Observations</b>	L'ADM a signé un protocole d'accord avec le Groupe opérationnel de la Gouvernance de Dakar à la date du 11 décembre 2009, relatif aux travaux et opérations de libération des emprises des Axes routiers 1, 2, 4 et 6 dans le cadre du PRECOL. L'avis de non objection de l'AFD n'est pas joint au dossier.

CONVENTION	
Objet	Travaux et opérations de libération des emprises de l'Axe 5 du PRECOL
Attributaire	LE GROUPE OPERATIONNEL DE LA GOUVERNANCE DE DAKAR
Montant du marché	71 184 999 F CFA TTC
Observations	L'ADM a signé un protocole d'accord avec le Groupe opérationnel de la Gouvernance de Dakar à la date du 13 février 2009, relatif aux travaux et opérations de Libération des emprises de l'Axe routier 5 dans le cadre du PRECOL. L'AFD a donné son avis de non objection sur le dossier, à la date du 26 janvier 2009.

C-17/2009/ADM/ : Mise à jour de l'adressage de Ziguinchor	
Description	Marchés
Date d'invitation	25 05 2009
Date limite de dépôt des offres	Non précisé
Date de notification	Non indiquée
Date approbation marché	08/12/2009
Délai d'exécution	6 mois
Date de réception	
Attributaire marché	SETIC AFRIQUE
Référence marché	C-17/2009/ADM
Montant marché	38 149 400 F CFA TTC
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la mise à jour de l'adressage de Ziguinchor. Le marché a été inscrit dans le PPM et dans l'AGPM publié dans « Le Soleil » du 19 janvier 2009. Il a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt publié dans le DgMarket en date du 05 juin 2008.</p> <p>La liste restreinte est composée de 6 candidats et les offres ont été ouvertes en séance publique.</p> <p>Attribution provisoire publiée dans le journal « Le Quotidien » du 03 décembre 2009.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>La date limite de dépôt des offres n'est pas précisée sur les lettres d'invitation ;</li> <li>PV d'ouverture non transmis ;</li> <li>l'attribution définitive n'a pas été publiée.</li> </ul>
Recommandations	<p>Etablir les lettres d'invitation conformément à l'article 79 du CMP en précisant la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Appliquer rigoureusement les dispositions du CMP notamment les articles 81 et 83 relatives à la publication d'avis d'attribution provisoire et définitive mais également à l'information des soumissionnaires non retenus.</p>
Commentaires de l'AC	En ce qui concerne la non indication de la date limite de dépôt des offres : Le

	<p>marché en question est financé sur les fonds du crédit de la Banque Mondiale et qu'à ce titre la Demande de proposition type utilisé est celui de la Banque mondiale (version mai 2004). Dans ce document la lettre d'invitation ne contient pas la date limite de dépôt des offres. Cette information est contenue dans les données particulières de la note d'informations aux consultants plus précisément à la clause 4.5 (voir DP type de la Banque mondiale ci-joint).</p> <p><i>En ce qui concerne la non transmission des PV d'ouverture des plis :</i> Nous précisons que les PV sont transmis séance tenante aux représentants des soumissionnaires. Le PV est pré-établi à l'avance et rempli en séance d'ouverture. Nous tacherons à l'avenir de les transmettre par courrier car effectivement cela permettrait à ceux qui n'ont pas envoyé de représentants de disposer du PV.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le commentaire de l'AC relatif à la date limite de dépôt a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p> <p>Les deux autres recommandations restent valables.</p>

<b>C-04/2009/ADM : Etude de l'opération de reconversion du site de la décharge de Mbeubeuss</b>	
<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date d'invitation	13/11/2008
Date limite de dépôt des offres	Non précisé
Date de notification	19/06/2009
Date approbation marché	08/06/2009
Délai d'exécution	11 mois
Date de réception	
Attributaire marché	<b>SOGREAH</b>
Référence marché	<b>C-04/2009/ADM</b>
Montant marché	<b>214 751 139 F CFA TTC</b>
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'étude de l'opération de reconversion de la décharge de Mbeubeuss. Il a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt publiée le 19 Juin 2008 dans le dg MARKET et les 27 et 28 Juin 2008 dans le journal " Le Soleil". Dix (10) entreprises ont déposé leur candidature et 6 ont été retenues. Le DAO à fait l'objet de validation par la DCMP en date du 18 novembre 2008. La liste restreinte est conforme aux conclusions du PV d'évaluation de la demande de manifestation d'intérêt.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La date limite de dépôt des offres non précisée sur les lettres d'invitation,</li> <li>• PV d'ouverture non transmis,</li> <li>• l'attribution définitive n'a pas été publiée.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<p>Etablir les lettres d'invitation conformément à l'article 79 du CMP en précisant la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Appliquer rigoureusement les dispositions du CMP notamment les articles 81 et 83 relatives à la publication d'avis d'attribution provisoire et définitive mais également à l'information des soumissionnaires non retenus.</p>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p><i>En ce qui concerne la non indication de la date limite de dépôt des offres :</i> Le marché en question est financé sur les fonds du crédit de la Banque Mondiale et qu'à ce titre la Demande de proposition type utilisé est celui de la Banque mondiale (version mai 2004). Dans ce document la lettre d'invitation ne contient pas la date limite de dépôt des offres. Cette information est contenue dans les données particulières de la note d'informations aux consultants plus précisément à la clause 4.5 (voir DP type de la Banque mondiale ci-joint).</p> <p><i>En ce qui concerne la non transmission des PV d'ouverture des plis :</i> Nous précisons que les PV sont transmis séance tenante aux représentants des soumissionnaires. Le PV est pré-établi à l'avance et rempli en séance d'ouverture. Nous tacherons à l'avenir de les transmettre par courrier car effectivement cela permettrait à ceux qui n'ont pas envoyé de représentants de disposer du PV.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le commentaire de l'AC relatif à la date limite de dépôt a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p> <p>Les deux autres recommandations restent valables.</p>

<b>C-07/2009/ADM : Recensement de l'assiette des contribuables en matière d'impôts locaux dans la commune de Ziguinchor</b>	
<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date d'invitation	Non disponible
Date limite de dépôt des offres	Non disponible
Date de notification	Non indiquée
Date approbation marché	20 /10/2009
Délai d'exécution	
Date de réception	
Attributaire marché	<b>CABINET MAMINA CAMARA</b>
Référence marché	<b>C-07/2009/ADM</b>
Montant marché	<b>46 960 460 F CFA TTC</b>
<p>La manifestation d'intérêt relative au recensement de l'assiette des contribuables en matière d'impôts locaux dans les communes de Ziguinchor, Diourbel, Louga, Saint-Louis, Tambacounda et Guediawaye a été publiée le 06 juin 2007 dans le dgMARKET et les 11 et 13 juin dans le quotidien « le Soleil ». A l'issue du dépouillement qui a eu lieu le 02 juillet 2007 six cabinets ont été retenus sur la liste restreinte. Les lettres d'invitation à soumissionner ont été envoyées le 29 janvier 2009 soit un an et six mois après la parution de la manifestation d'intérêt avec une diminution du volume des prestations. En effet, on passe de six communes dans la DMI à deux communes (Ziguinchor et Tambacounda) dans la lettre d'invitation. Deux offres ont été reçues et après l'évaluation une seule offre a été déclarée recevable par la commission des marchés de l'ADM.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La date limite de dépôt des offres non précisée sur les lettres d'invitation,</li> <li>• PV d'ouverture des offres techniques non transmis,</li> <li>• l'attribution définitive n'a pas été publiée,</li> <li>• Le marché exécuté ne correspond pas au marché initial qui a fait l'objet d'évaluation par la commission des marchés de l'ADM. En effet, le marché initial portait sur le Recensement de l'assiette des contribuables en matière d'impôts locaux dans les communes de <u><b>Ziguinchor et de Tambacounda</b></u> et non uniquement sur la commune de Ziguinchor,</li> <li>• Le délai entre la DMI et l'envoi de la DP est anormalement long (19 mois). L'ADM aurait du inscrire le marché dans le PPM de 2009 et le relancer d'autant plus que la consistance des prestations était sensiblement revue à la baisse,</li> <li>• L'offre financière de l'attributaire dépassait largement le budget prévu pour les prestations ceci n'a pas empêché l'AC de négocier sur la base du dépassement budgétaire et de conclure un marché avec des prestations diminuées de moitié,</li> <li>• Le marché exécuté par l'attributaire porte uniquement sur le recensement de l'assiette des contribuables en matière d'impôts locaux dans la Commune de Ziguinchor. L'ADM aurait du constater le dépassement budgétaire et relancer la procédure.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<p>Etablir les lettres d'invitation conformément à l'article 79 du CMP en précisant la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Appliquer rigoureusement les dispositions du CMP notamment les articles 81 et 83 relatives à la publication d'avis d'attribution provisoire et définitive mais également à l'information des soumissionnaires non</p>



	<p>retenus.</p> <p>Respecter les délais impartis pour la procédure d'appel d'offre</p>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p><i>En ce qui concerne la non indication de la date limite de dépôt des offres :</i> Le marché en question est financé sur les fonds du crédit de la Banque Mondiale et qu'à ce titre la Demande de proposition type utilisé est celui de la Banque mondiale (version mai 2004). Dans ce document la lettre d'invitation ne contient pas la date limite de dépôt des offres. Cette information est contenue dans les données particulières de la note d'informations aux consultants plus précisément à la clause 4.5 (voir DP type de la Banque mondiale ci-joint).</p> <p><i>En ce qui concerne la non transmission des PV d'ouverture des plis :</i> Nous précisons que les PV sont transmis séance tenante aux représentants des soumissionnaires. Le PV est pré-établi à l'avance et rempli en séance d'ouverture. Nous tacherons à l'avenir de les transmettre par courrier car effectivement cela permettrait à ceux qui n'ont pas envoyé de représentants de disposer du PV.</p> <p><i>Sur la longueur de la Procédure et la réduction de nombre de villes concernées :</i> Nous convenons qu'il était effectivement envisagé de lancer une consultation à l'internationale qui concernerait 6 villes. Mais le dépouillement de la DMI a fait ressortir une absence de candidats au niveau international. Selon les Directives de l'IDA pour une consultation de ce type, il ne peut y avoir sur la liste restreinte plus de deux cabinets d'un même pays alors nous n'avions reçu que des candidatures de cabinets locaux. Face à cette situation d'un commun accord avec l'IDA, il a été décidé de scinder la prestation en deux DP et de ne considérer que Ziguinchor et Tambacounda dans un premier temps. Les échanges ont été longs avec la Banque mondiale pour retenir finalement cette formule. Ils ont duré presque toute l'année 2008. (Voir courriers ci-joint).</p> <p><i>Sur le fait que la DP lancée qui concernait Tambacounda et Ziguinchor ne correspond pas au Contrat passé qui ne concerne que Ziguinchor :</i> C'est devant le constat que l'offre financière du consultant retenu dépassait largement le budget prévisionnel, que nous avons sollicité l'accord de la Banque mondiale pour passer le contrat avec ce montant pour les deux villes. Mais la Banque nous a suggéré de réduire les prestations à une seule ville et de négocier avec le cabinet retenu. C'est ce que l'ADM a fait. Après la négociation, l'ADM a sollicité et reçu l'avis de non objection de la Banque sur le projet de contrat tel que suggéré par la Banque. (Voir courriers ci-joint).</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p> <p>Les autres recommandations restent valables</p>

**C-12/2009/ADM : Etude de l'évolution institutionnelle de l'ADM**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		26 /05/2009
Date limite de dépôt des offres		09/07/2009
Date de notification		Non précisé
Date approbation marché		Non précisé
Délai d'exécution		
Date de réception		
Attributaire marché		NODALIS CONSEIL/ACT CONSULTANT/FONDAS
Référence marché		C-12/2009/ADM
Montant marché		65 575 759 F CFA TTC
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'Etude de l'évolution institutionnelle de l'ADM. Le marché a été inscrit dans le PPM et dans l'AGPM publié dans « Le Soleil » du 19 janvier 2009. Il a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt paru dans « Le Soleil » des 12 et 14 janvier 2009 et dans « Le Quotidien » des 12 et 14 janvier 2009. Avis rectificatif dans « Le Soleil » du 04 février 2009 et dans « Le Quotidien » du 02 février 2009.</p> <p>La liste restreinte est composée de 6 candidats et elle est conforme aux conclusions du PV d'évaluation des manifestations d'intérêt.</p>		
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La date limite de dépôt des offres non précisée sur les lettres d'invitation,</li> <li>• l'attribution définitive n'a pas été publiée,</li> <li>• PV d'ouverture des offres techniques non transmis.</li> </ul>	
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablir les lettres d'invitation conformément à l'article 79 du CMP en précisant la date limite de dépôt des offres,</li> <li>- Appliquer rigoureusement les dispositions du CMP notamment les articles 81 et 83 relatives à la publication d'avis d'attribution provisoire et définitive mais également à l'information des soumissionnaires non retenus.</li> </ul>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p><i>En ce qui concerne la non indication de la date limite de dépôt des offres :</i> Le marché en question est financé sur les fonds du crédit de la Banque Mondiale et qu'à ce titre la Demande de proposition type utilisé est celui de la Banque mondiale (version mai 2004). Dans ce document la lettre d'invitation ne contient pas la date limite de dépôt des offres. Cette information est contenue dans les données particulières de la note d'informations aux consultants plus précisément à la clause 4.5 (voir DP type de la Banque mondiale ci-joint).</p> <p><i>En ce qui concerne la non transmission des PV d'ouverture des plis :</i> Nous précisons que les PV sont transmis séance tenante aux représentants des soumissionnaires. Le PV est pré-établi à l'avance et rempli en séance d'ouverture. Nous tacherons à l'avenir de les transmettre par courrier car effectivement cela permettrait à ceux qui n'ont pas envoyé de représentants de disposer du PV.</p>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le commentaire de l'AC relatif à la date limite de dépôt a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p> <p>Les deux autres recommandations restent valables.</p>	

C-12/2009/ADM : Mise à jour de l'adressage de Saint Louis	
Description	Marchés
Date d'invitation	23/02/2009
Date limite de dépôt des offres	Non indiquée
Date approbation marché	08/09/2009
Délai d'exécution	6 mois
Date de réception	
Attributaire marché	SETIC AFRIQUE
Référence marché	C-08/2009/ADM
Montant marché	30 538 400 CFA TTC
<p>Le marché a été inscrit dans le PPM et dans l'AGPM publié dans « Le Soleil » du 19 janvier 2009. Il a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt paru dans « Le Soleil » des 12 et 14 janvier 2009 et dans « Le Quotidien » des 12 et 14 janvier 2009. Sur les six firmes invitées à faire une offre, cinq ont déposé.</p> <p>Avis d'attribution provisoire publié dans le journal «sud quotidien » du Mardi 1<sup>er</sup> décembre 2009.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La date limite de dépôt des offres non précisée sur les lettres d'invitation,</li> <li>l'attribution définitive n'a pas été publiée.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etablir les lettres d'invitation conformément à l'article 79 du CMP en précisant la date limite de dépôt des offres,</li> <li>Appliquer rigoureusement les dispositions du CMP notamment les articles 81 et 83 relatives à la publication d'avis d'attribution provisoire et définitive mais également à l'information des soumissionnaires non retenus.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p><i>En ce qui concerne la non indication de la date limite de dépôt des offres :</i> Le marché en question est financé sur les fonds du crédit de la Banque Mondiale et qu'à ce titre la Demande de proposition type utilisé est celui de la Banque mondiale (version mai 2004). Dans ce document la lettre d'invitation ne contient pas la date limite de dépôt des offres. Cette information est contenue dans les données particulières de la note d'informations aux consultants plus précisément à la clause 4.5 (voir DP type de la Banque mondiale ci-joint).</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le commentaire de l'AC relatif à la date limite de dépôt a été pris en compte dans les conclusions de l'audit.</p> <p>La deuxième recommandation reste valable.</p>

**C-12/2009/ADM : Mise à jour de l'adressage de Kaolack**

<b>Description</b>		<b>Marchés</b>
Date d'invitation		25 /05/2009
Date limite de dépôt des offres		Non indiqué
Date de notification		-
Date approbation marché		14/12/2009
Délai d'exécution		6 mois
Attributaire marché		Mintech International
Référence marché		C-18/2009/ADM
Montant marché		31 859 455 CFA TTC
Le marché a été inscrit dans le PPM et dans l'AGPM publié dans « Le Soleil » du 19 janvier 2009. Il a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt paru dans « Le Soleil » des 12 et 14 janvier 2009 et dans « Le Quotidien » des 12 et 14 janvier 2009. Parmi les six firmes invitées à faire une offre, cinq ont déposé.		
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La date limite de dépôt des offres non précisée sur les lettres d'invitation,</li> <li>• l'attribution définitive n'a pas été publiée.</li> </ul>	
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablir les lettres d'invitation conformément à l'article 79 du CMP en précisant la date limite de dépôt des offres,</li> <li>- Appliquer rigoureusement les dispositions du CMP notamment les articles 81 et 83 relatives à la publication d'avis d'attribution provisoire et définitive mais également à l'information des soumissionnaires non retenus.</li> </ul>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	<i>En ce qui concerne la non indication de la date limite de dépôt des offres :</i> Le marché en question est financé sur les fonds du crédit de la Banque Mondiale et qu'à ce titre la Demande de proposition type utilisé est celui de la Banque mondiale (version mai 2004). Dans ce document la lettre d'invitation ne contient pas la date limite de dépôt des offres. Cette information est contenue dans les données particulières de la note d'informations aux consultants plus précisément à la clause 4.5 (voir DP type de la Banque mondiale ci-joint).	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Le commentaire de l'AC relatif à la date limite de dépôt a été pris en compte dans les conclusions de l'audit. La deuxième recommandation reste valable.	

C-12/2009/ADM : Mise à jour de l'adressage de Thiès	
Description	Marchés
Date d'invitation	23/02/2009
Date limite de dépôt des offres	-
Date de notification	
Date approbation marché	08/12/2009
Délai d'exécution	6 mois
Attributaire marché	Cites Horizons 2000
Référence marché	C-16/2009/ADM
Montant marché	20 455 300 F CFA TTC
<p>Le marché a été inscrit dans le PPM et dans l'AGPM publié dans « Le Soleil » du 19 janvier 2009. Il a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt paru dans « Le Soleil » des 12 et 14 janvier 2009 et dans « Le Quotidien » des 12 et 14 janvier 2009. Les six firmes sélectionnées ont toutes déposé une offre. Avis d'attribution provisoire publié dans le journal « sud quotidien » du Mardi 1<sup>er</sup> décembre 2009.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La date limite de dépôt des offres non précisée sur les lettres d'invitation,</li> <li>• l'attribution définitive n'a pas été publiée.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablir les lettres d'invitation conformément à l'article 79 du CMP en précisant la date limite de dépôt des offres,</li> <li>- Appliquer rigoureusement les dispositions du CMP notamment les articles 81 et 83 relatives à la publication d'avis d'attribution provisoire et définitive mais également à l'information des soumissionnaires non retenus.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p><i>En ce qui concerne la non indication de la date limite de dépôt des offres :</i> Le marché en question est financé sur les fonds du crédit de la Banque Mondiale et qu'à ce titre la Demande de proposition type utilisé est celui de la Banque mondiale (version mai 2004). Dans ce document la lettre d'invitation ne contient pas la date limite de dépôt des offres. Cette information est contenue dans les données particulières de la note d'informations aux consultants plus précisément à la clause 4.5 (voir DP type de la Banque mondiale ci-joint).</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le commentaire de l'AC relatif à la date limite de dépôt a été pris en compte dans les conclusions de l'audit. La deuxième recommandation reste valable.</p>

#### 4.1.2. Acquisitions par commande directe en violation des dispositions de l'article 76 du CMP

Nos travaux sur l'exhaustivité des marchés nous ont permis de relever des acquisitions non conformes aux dispositions du CMP. Ces dépenses s'analysent comme suit :

N°pièce	Libellé	Montant (en F CFA)
PC105	Rayonnage pour classement	116 750
F47662	fournitures et pose groupe condenseurs	737 500
F9000654	3 panneaux liège	112 970
F01050309	GSM Nokia E51 pour DT	159 300
F349	4 angles de bureau	320 960
F1504136	Cartouche/Lexmark	644 105
PC200	travaux reliures et reprographies	267 343
F002	Travaux bouchage trous clim	118 500
F SN	Réinstallation circuit elect locaux	153 000
F56695	Carte Mat + cordon brassage	569 720
F9-11-244	Réparation copieur	220 221
PC 199	Confection banderoles	135 000
F 021/09	Album Photos CD journée infos maires	276 000
PC 214	Frais de reportage	115 000
F SN	Hébergement site ADM	141 310
<b>TOTAL</b>		<b>4 087 679</b>

#### Commentaires de l'Autorité Contractante :

Ces acquisitions sont pour la plupart du temps de l'entretien ou des réparations pour lesquels soit il est difficile d'organiser une consultation (travaux de bouchages de trous, reportage photos, confection de banderoles), soit il existe un prestataire avec lequel l'ADM a signé un contrat de maintenance et de fourniture de pièces de rechange. Dans tous les cas, les montants concernés ne sont pas significativement importants. Vous trouverez ci-après des explications relatives à certaines d'entre elles :

N° Pièces	Montant	Commentaires
F47662	737 500	Cette commande a été effectuée auprès de CASSIS FROID qui avait gagné le marché de l'entretien des appareils de froid, suite à une consultation. Le contrat prévoit l'acquisition des pièces de rechange auprès du prestataire.
F01050309	159 300	Le téléphone portable a été acquis auprès d'ESPACE TELECOM, prestataire ayant fourni en 2008 à l'ADM les téléphones qui ont été mis à la disposition des agents. Ce prestataire a été retenu suite à une consultation.
F349	320 960	Il s'agit de l'acquisition de 4 angles de bureau, complémentaire à un marché passé en 2008 avec DAOUD BUREAUX. Afin de garantir l'harmonie des bureaux, l'acquisition s'est faite auprès du même fournisseur.
F56695	569 720	Cette commande d'accessoires concerne l'autocommutateur de l'ADM dont SONATEL est la structure représentant cette marque. SONATEL BUSINESS SOLUTION, filiale de la SONATEL, assure la maintenance des appareils téléphoniques de l'ADM, suite à une consultation. La fourniture de pièces de rechange est prévue dans ledit contrat.
F9/11/244	220 221	Il s'agit de la réparation d'un copieur d'une marque dont BUHAN & TEISSEIRE assure la représentation au Sénégal. Le copieur a été acquis auprès de cette dernière.

## **4.2. Audit de l'exécution financière**

### **4.2.1. Constat des travaux d'audit du volet financier**

Les travaux ont été réalisés au niveau de l'ADM pour nous assurer de :

- L'inscription de la dépense dans le budget de l'Agence;
- L'existence d'un Bon de commande ;
- L'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- La pratique de prix normaux ;
- La conformité du contrat et de son enregistrement ;
- La conformité des clauses contractuelles et de son respect.

### **4.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière**

Nos travaux sur le volet de l'exécution financière ont permis de constater le paiement régulier des factures. Les pénalités de retard qui n'ont pas été prélevées (non prévue dans les contrats) sont essentiellement dues à la longueur du processus de validation et non à une défaillance des prestataires. La TVA a été régulièrement précomptée et reversée aux services fiscaux.

## **4.3. Audit de l'exécution physique des marchés**

Les résultats de l'audit physique sont mentionnés dans le tableau suivant.



Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Constat
Elaboration d'un cadre législatif et réglementaire relatif à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage public au Sénégal MOP	Jacques Marvillet	23 352 069	Nous avons demandé et obtenu le rapport final.
Elaboration d'un cadre législatif et réglementaire relatif à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage public au Sénégal MOP	Moustapha Ngaide	12 100 000	Nous avons demandé et obtenu le rapport final.
Atelier de formation sur la prévention des risques	Hôtel Ngor Diarama	12 968 520	Nous avons demandé et obtenu la liste de présence et un exemplaire des modules dispensées.
Assemblée Générale des maires du Sénégal	Hôtel Ngor Diarama	5 416 680	Nous avons demandé et obtenu la liste de présence signée par les participants.
Journée d'information des maires du Sénégal	Hotel Ngor Diarama	8 101 880	Nous avons demandé et obtenu la liste de présence signée par les participants.
Audit technique des projets exécutés par l'AGET dans le cadre du PAC	Abdoulaye Sene	18 520 000	Nous avons demandé et obtenu les TDR et le rapport d'audit.
Réalisation et diffusion d'un film documentaire sur l'ADM de 52 minutes		8 500 000	Nous avons demandé et visionné le film.
Séminaire de formation en évaluation environnemental et sociale	Turcotte	16 687 546	Nous avons demandé et obtenu la liste de présence et le rapport sur la formation.
Réalisation de trois bulletins d'information de huit pages		6 000 000	Nous avons reçu deux bulletins de huit pages et la maquette du troisième qui serait en cours d'impression à l'imprimerie.
Animation de team building pour le personnel de l'ADM	Aristide Gounougbe	9 801 675	La liste de présence signée et le rapport sont disponibles

Etude fiscalité des produits financiers	Alboury NDAW	6 000 000	Le rapport est disponible au niveau de l'ADM
Acquisition de 4X4 WV station wagon	Espace auto	14 868 000	Véhicule immatriculé - A 97 66 TTC1 est affecté au Directeur technique de l'ADM.
Etude évolution institutionnelle de l'ADM	NODALIS	55 572 677	Nous avons demandé et obtenu le rapport final
Etude opération de reconversion Mbeubeus	SOGREAH	214 751 139	Le rapport provisoire est disponible et la validation est en cours
Recensement registre fiscaux	Cabinet Mamina CAMARA	46 960 460	Nous avons demandé et obtenu le rapport final.
Mise à jour adressage Saint Louis	SETIC Afrique	30 538 400	Nous avons demandé et obtenu le rapport et la carte d'adressage de la région de Saint-Louis.
Mise à jour adressage Thiès	CITES Horizon 200	20 455 300	Nous avons demandé et obtenu le rapport et la carte d'adressage de la région de Thiès.
Mise à jour adressage Ziguinchor	SETIC AFRIQUE	38 149 400	Nous avons demandé et obtenu le rapport et la carte d'adressage de la région de Ziguinchor.
Mise à jour adressage Kaolack	Mintech International	31 859 455	Nous avons demandé et obtenu le rapport et la carte d'adressage de la région de Kaolack.
<b>TOTAL</b>		<b>557 917 796</b>	
<b>Total marchés examinés</b>		<b>960 176 955</b>	
<b>Taux de couverture</b>		<b>59%</b>	

## 5. RECOMMANDATIONS

### 5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **ELABORATION DES RAPPORTS TRIMESTRIELS ET ANNUELS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

L'élaboration par la commission des marchés du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une nécessité. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Les rapports trimestriels d'activités doivent être également transmis à la DCMP et à l'ARMP suivant le modèle donné dans le site des marchés publics. Ce rapport permettra d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

- **COMPOSITION DE LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

Compte tenu de la charge de travail relative à la passation des marchés, la Cellule de Passation des Marchés de l'ADM devrait être renforcée et ne pas se résumer en une seule personne.

- **REGISTRE DES MARCHES**

L'ADM devra mettre en place un registre des marchés numéroté, paraphé et mis à jour régulièrement.

### 5.2. Recommandations relatives aux marchés

#### 5.2. 1. Recommandations relatives aux DRP

Le processus de la gestion des DRP pourrait être amélioré par une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant les délais de livraisons et de l'exécution des prestations.

L'auditeur recommande :

- L'inscription des projets au PPM ;
- Préciser les délais de livraison dans les contrats ;
- mettre en place une base de données régulièrement mise à jour pour les consultants individuels.

#### 5.2. 2. Recommandations relatives aux Prestations Intellectuelles

- Appliquer rigoureusement les dispositions du CMP, notamment les articles 81 et 83, relatives à la publication d'avis d'attribution provisoire et définitive mais également à l'information des soumissionnaires non retenus,
- Transmettre des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.

## **ANNEXE**

**ANNEXE 1 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L’ADM CONCERNANT LES PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché
	C-17/2009/ADM
	38 149 400 F CFA TTC
Le PV d’ouverture des plis n’a pas été transmis aux soumissionnaires	✓
Publication de l’attribution provisoire après l’approbation du marché	
Absence de publication de l’avis d’attribution définitive	✓

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché
	C-04/2009/ADM
	214 751 139 F CFA TTC
Le PV d’ouverture des plis n’a pas été transmis aux soumissionnaires	✓
Publication de l’attribution provisoire après l’approbation du marché	
Absence de publication de l’avis d’attribution définitive	✓

**ANNEXE 1 (suite) TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM CONCERNANT LES PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché
	C-07/2009/ADM
	46 960 460 F CFA TTC
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires	✓
Publication de l'attribution provisoire après l'approbation du marché	
Absence de publication de l'avis d'attribution définitive	✓

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché
	C-12/2009/ADM
	65 575 759 F CFA TTC
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires	✓
Publication de l'attribution provisoire après l'approbation du marché	
Absence de publication de l'avis d'attribution définitive	✓

**ANNEXE 2 : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM CONCERNANT LES DRP**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	C15-2009-ADM	C-011-2009-ADM	C-010-2009-ADM
	17.533.731 F CFA	12.100.000 F CFA	35.600 €
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou non-conformité de la procédure de réception.			

**ANNEXE 2 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM CONCERNANT LES DRP**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	B.C. N°112	B.C. N°0000032	B.C. n°118
	14 632 000 FCFA	7 285 000 FCFA	17 742 480 FCFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou non-conformité de la procédure de réception.			



**ANNEXE 2 (Suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM CONCERNANT LES DRP**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	B.C. N°0000021	B.C. N°0000019	B.C. N°0000020
	1 331 040 FCFA TTC	18.214.480 F CFA TTC	18.249.880 FCFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou non-conformité de la procédure de réception.			

**ANNEXE 2 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM CONCERNANT LES DRP**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	C-13/2009/ADM	C-14/2009/ADM	F-02/2009/ADM
	25 000 000 FCFA	18 520 000 FCFA	16 647 440 FCFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou non-conformité de la procédure de réception.			

**ANNEXE 2 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM CONCERNANT LES DRP**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	B.C. N°0000046	C-09/2009/ADM	C-07 /2009/ADM
	8 500 000 FCFA	7 500 000 FCFA	12 000 000 F CFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓		✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou non-conformité de la procédure de réception.			

**ANNEXE 2 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM CONCERNANT LES DRP**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	B.C. N°000473	B.C. N°0000044	B.C. N°0000045
	19 688 997 FCFA	9 719 849 F CFA TTC	6.000.000 FCFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou non-conformité de la procédure de réception.			

**ANNEXE 2 (suite) : TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM CONCERNANT LES DRP**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	B.C. N°0000110	C-05/2009/ADM	C-02/2009/ADM
	8 183 400 FCFA	14 514 250 FCFA	9 801 675 FCFA
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou non-conformité de la procédure de réception.			

**ANNEXE 2 (suite) : TABEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR L'ADM CONCERNANT LES DRP**

NON-CONFORMITES	N° et Montant du marché		
	B.C. N°0000085	C-20/2009/ADM	F-06/2009/ADM
	15 618 008 FCFA	6 000 000 FCFA	12 600 000 F CFA HT – HD
La DRP n'est pas inscrite au PPM (Bonne pratique)	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique			
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement			
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme			
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats			
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation			
Les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).			
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé			
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés			
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande			
Absence de PV d'ouverture des plis			
Absence du Rapport d'évaluation			
Absence de PV d'attribution			
Les candidats non retenus n'ont pas été informés			
La procédure de passation a fait l'objet de recours			
L'exécution a fait l'objet de litiges			
Les fournitures, travaux ou rapports, objet de la DRP n'ont pas effectivement été réceptionnés ou non-conformité de la procédure de réception.			